

Université de Lille, Droit et Santé

AXES DE RECHERCHE / THEMATIQUES

L'activité scientifique du CERAPS porte sur les mutations qui affectent l'ordre politique contemporain, et ce à différents niveaux :

- la construction d'espaces politiques supra-nationaux,
- les rapports des citoyens à la politique (participation, engagement, vote...)
- les modes de gouvernement et de légitimation des Etats démocratiques,
- les institutions publiques et les organisations politiques (partis, syndicats, ONG, associations, etc.)
- les processus d'élaboration et d'imposition des normes juridiques.

Le projet scientifique du Centre (2015-2020) consiste à décliner trois axes transversaux qui donnent leur identité au laboratoire

- le souci de l'interdisciplinarité, entre droit, science politique et sociologie. Il ne s'agit pas de présenter le laboratoire comme un laboratoire de droit ou de sociologie, mais plutôt de souligner que, si sa majeure est aujourd'hui autour de la science politique, il est un lieu de rencontre entre spécialistes de ces diverses disciplines, qui s'avèrent toujours ouverts aux outils et manières de penser des autres disciplines. L'ANR EODIPAR « Expériences des discriminations, participation et représentation » qui démarre en 2015 en est un exemple.
- la place accordée aux nouvelles technologies et à leurs usages. Ce questionnement est transversal à un grand nombre d'études menées au sein du laboratoire. Il devrait être développé dans les années qui viennent dans une perspective à la fois internationale et pluridisciplinaire. Le projet FUI Virtualis sur les Systèmes globaux de sécurité physique et logique pour les infrastructures critiques en est une illustration.
- l'importance de la dimension méthodologique. Cette dimension, commune à toute recherche en sciences sociales, prend une importance particulière pour un laboratoire qui accueille depuis plus de 25 ans la principale formation française récurrente en

MOT DU DIRECTEUR

La caractéristique fondatrice du CERAPS réside dans sa triple composante disciplinaire : science politique, droit public et sociologie. Le laboratoire fait en effet du droit, comme instrument et comme savoir, un objet essentiel de ses recherches. Dans cette optique, l'une des principales spécificités du laboratoire est non seulement de combiner droit, sociologie et science politique, mais de le faire à des niveaux et dans des domaines très diversifiés, tant au niveau local qu'au niveau international, tant en matière électorale qu'en matière de logement, de nouvelles technologies ou d'immigration. La coexistence au sein de la même unité de juristes et de politistes, mais aussi de sociologues, et, notamment, de sociologues du droit est le gage du maintien de cette interdisciplinarité véritable et respectueuse des spécificités de chacun.

Sa production permet au laboratoire d'être parmi les **leaders dans un ensemble de thématiques fortes**. D'abord, certaines thématiques dans lesquelles il a pu apparaître comme précurseur : études locales, études électorales, études des organisations partisanes. Ensuite, certains axes novateurs qu'il a développés ces dernières années : étude des organisations européennes et internationales, démocratie participative, nouvelles technologies, sociologie du droit. On retrouve dans ces travaux une patine particulière dans la manière de faire des sciences sociales, un souci de prendre en compte les normes et de les envisager dans leurs pratiques quotidiennes.



Jean-Gabriel Contamin
Directeur CERAPS-UMR 8026

<http://ceraps.univ-lille2.fr/>

méthodes quantitatives des sciences sociales, l'école d'été de Lille en Méthodes Quantitatives de Sciences Sociales (<http://quantilille.free.fr/>), plus ancienne école thématique récurrente CNRS, toutes disciplines confondues. Elle se concrétise par un séminaire commun sur les méthodes comparatives transnationales, sur les méthodes quantitatives et sur les liens et différences entre méthodes juridiques, sociologiques et politologiques, mais aussi par des projets de recherche comme l'ANR APPEL sur l'e-pétitionnement qui regroupe des politistes, des sociologues, des juristes, des informaticiens et des spécialistes du langage autour d'une problématique commune.

Le projet du laboratoire consiste dès lors à décliner ces trois axes transversaux autour de trois grands axes thématiques auxquels sont associées les principales lignes de force du laboratoire (souvent traduites sous forme de projets collectifs financés sur ressources propres) :

- un axe thématique «Santé, environnement, corps» qui met en valeur trois des domaines forts et/ou émergents du laboratoire : une dimension « santé et territoires », une dimension « écologie, développement durable » et une dimension « santé et nouvelles technologies ».
- un axe thématique «Mobilisations, participations, représentations» qui regroupe un ensemble de travaux pluridisciplinaires autour des règles électorales, de la démocratie participative, du métier politique, des groupes d'intérêt et des processus de politisation et dépolitisation.
- un axe thématique «Ordres juridiques et ordre social» qui rassemble des travaux menés à différentes échelles, qui questionnent la relation entre ordres juridiques et ordre social, entre normes juridiques et normes sociales, à différents niveaux : études sur « conflits, guerres et pacifications », sur « la circulation transnationale et européenne des normes », sur les « processus de normalisation et dénormalisation sociales », sur « nouvelles technologies et gouvernance » ou sur les liens entre « politique et collectivités territoriales ».

LES PROJETS PHARES DU LABORATOIRE

• OLA (Observatory on Local Autonomy)

<http://www.ola-europe.com/>

Ce programme de recherche interdisciplinaire porte sur les 28 Etats-membres actuels de l'Union Européenne ainsi que sur la Moldavie, la Norvège, la Russie et la Turquie. Sa mission est d'étudier les mutations des systèmes de pouvoirs infra-étatiques dans l'Union européenne.

Les études de OLA ont une dimension comparative affirmée puisque ces systèmes sont examinés en eux-mêmes et entre eux, à la lumière des concepts d'autonomie locale et de subsidiarité, qui caractérisent la gouvernance en Europe. La démarche consiste à comparer ces systèmes entre eux, pour mieux faire ressortir les spécificités de la « démocratie locale ».

A la dimension comparative, OLA ajoute une dimension internationale, en intégrant largement dans ses réflexions les travaux et discussions tant du Comité des régions de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe (Congrès des pouvoirs locaux) que de « Cités et Gouvernements locaux unis ».

Des colloques internationaux sont organisés tous les semestres qui se traduisent par des publications dans les meilleures maisons d'édition. Ce projet a obtenu le soutien d'une ARCIR régionale.



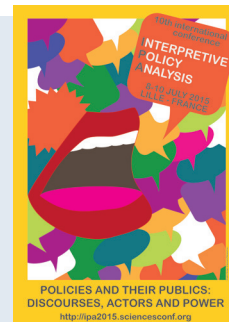
CNRS
Délégation Nord - Pas de Calais et Picardie
2 rue des Canonniers
59046 Lille Cedex
stephanie.barbez@cnrs.fr
www.dr18.cnrs.fr

CERAPS
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales
Université Lille 2
1 place Déliot 59000 Lille
anne-laure.thevenot@univ-lille2.fr
<http://ceraps.univ-lille2.fr>
Laboratoire présent sur Facebook

LUMIÈRE SUR ...

LA CONFERENCE INTERNATIONALE IPA 2015 (Interpretive Policy Analysis)

Le CERAPS organise la 10e conférence internationale IPA à Lille du 8 au 10 juillet 2015. Quatre cents chercheurs internationaux seront réunis pour échanger sur le thème « L'action publique et ses publics : discours, acteurs, pouvoir ».



La conférence internationale IPA est le rendez-vous annuel des chercheurs et experts qui analysent les discours politiques. Différentes disciplines sont concernées : sociologie, science politique, linguistique, psychologie, gestion, urbanisme, économie, philosophie... Sur trois jours, se succéderont ainsi plus de 300 communications en anglais réparties autour de plus de 80 sessions thématiques.

LA THÉMATIQUE 2015

Cette dixième conférence IPA propose de questionner le fonctionnement des démocraties contemporaines, en interrogeant l'action publique à travers ses publics. Il s'agit de se demander comment le ou les publics participent à l'élaboration de l'action publique, à un niveau local, national comme international. Comment prennent-ils la parole, comment les fait-on parler, comment s'adresse-t-on à eux aux différents moments de la construction de l'action publique ? Plus largement, il s'agit de s'interroger sur la place des discours et des idées dans l'action publique, sur leurs conditions d'efficacité et de recevabilité, leur capacité à légitimer l'action publique.

Plus d'informations: <http://ipa2015.sciencesconf.org/>

Chiffres clés pour la période 2008 - 2013

Equipe composée d'une cinquantaine de titulaires dont 11 chercheurs CNRS, une soixantaine de doctorants

Publications : 100 livres ou directions de revue, plus de 300 articles dans des revues à comité de lecture et 350 chapitres dans des ouvrages collectifs.

Événements : 25 colloques internationaux, 20 panels organisés dans des grandes conférences internationales (ECPR, ESA, IPSA, APSA, SQSP, IPA).

Contrats : 50 contrats de 10000 euros et +, 15 ANR, 1 projet européen, 1 bourse Marie Curie, 5 bourses Fulbright auxquels s'ajoutent d'autres types de contrat (Université, PRES, MESHS, région, Ministères, Mission droit et justice,...)

Crédits photos : © Tous droits réservés
© Tous droits réservés
© Anne-Laure Thévenot